

Deux journalistes ont été assassinés dans l'Union européenne à quatre mois d'intervalle, à Malte puis en Slovaquie. Les citoyens slovaques et maltais continuent de réclamer des comptes à leurs dirigeants et, deux ans plus tard, la justice semble enfin sur la bonne voie.



Daphne Caruana Galizia a été assassinée le 16 octobre 2017, Ján Kuciak le 21 février 2018.

Daphne Caruana Galizia a été assassinée le 16 octobre 2017 à Bidnija, dans l'explosion de sa voiture. Ján Kuciak a été abattu par balle, ainsi que sa fiancée Martina Kušnířová, le 21 février 2018, dans leur petite maison située à une cinquantaine de kilomètres de Bratislava. Elle avait cinquante-trois ans, il en avait vingt-sept.

Journaliste au long cours passée par plusieurs journaux avant d'alimenter son propre blog, Daphne Caruana Galizia s'était lancée dans une croisade contre la corruption qui gangrène l'île de Malte. Ses investigations avaient ébranlé le monde politique maltais, des élus locaux jusqu'au premier ministre Joseph Muscat, se créant ainsi de puissants ennemis.

Ján Kuciak, le jeune journaliste slovaque, enquêtait pour le site internet *Aktuality* sur de nombreuses affaires de corruption, depuis les fraudes aux subventions européennes agricoles perpétrées par un clan de *mafiosi* de la *N'Drangheta* calabraise installé dans l'est du pays, jusqu'aux affaires d'[un caïd de Bratislava du nom de Marian Kočner](#).

Après le meurtre de la journaliste maltaise, un consortium international de journalistes s'est créé pour poursuivre ses enquêtes. Le « [Projet Daphne](#) » s'est particulièrement intéressé aux « visas dorés » vendus par Malte, permettant à des étrangers d'acquérir la citoyenneté maltaise et un sésame pour l'ensemble de l'Union européenne.

Mercredi, l'enquête dans l'affaire maltaise a connu [une importante percée](#) : en échange de son immunité, l'homme qui aurait recruté les trois tueurs de Daphne Caruana Galizia, déjà écroués, a témoigné mercredi au tribunal de La Valette et désigné le commanditaire en la personne de Yorgen Fenech, un des hommes d'affaires les plus riches de l'île, ayant fait fortune dans l'hôtellerie et les casinos. La police doit encore apporter des preuves pour appuyer cette piste.

En Slovaquie, sous le feu des critiques et sous la pression populaire, les enquêteurs ont produit des résultats rapides et l'enquête est aujourd'hui bouclée. C'est aussi un intermédiaire qui, en l'échange d'une réduction de peine pour un tiers, a désigné Marian Kočner comme le commanditaire du meurtre de Ján Kuciak. Au mois d'octobre, [Kočner et ses trois complices ont été inculpés](#) pour six chefs d'inculpation, dont celui de meurtre avec préméditation. Leur procès s'ouvrira dans quelques jours, le 19 décembre. Les familles des victimes et leur avocat (*lire [notre interview](#) avec Daniel Lipšic*) se montrent actuellement confiants.

Marian Kočner et Yorgen Fenech, les deux *businessmen* sulfureux, profitaient de leurs bonnes connexions politiques. Le slovaque tenait dans sa main le procureur général et la vice-ministre de la

justice, et avait ses entrées jusque chez le premier ministre Robert Fico...qui vivait dans l'appartement voisin, dans la résidence de luxe d'un homme d'affaires véreux et sous les verrous. Son intermédiaire, l'homme qui l'a « balancé » et coopère avec la police, a mis en cause le ministre de l'Intérieur d'alors, Robert Kaliňák, bras droit de Robert Fico.

À Malte, l'affaire Daphne a rattrapé le premier ministre Joseph Muscat, accusé par la famille de la journaliste et par ses opposants de faire entrave à l'enquête, laquelle concerne désormais son ami et ancien chef de cabinet, Keith Schembri. Yorgen Fenech a désigné ce dernier à la police comme le « véritable commanditaire » du meurtre.

Les morts brutales de ces deux journalistes ont secoué les sociétés slovaque et maltaise, car leurs enquêtes avaient mis au jour le marigot de corruption dans lequel s'enfoncent leur pays. Bratislava a vécu au rythme des manifestations au printemps 2018, qui ont abouti à la démission du premier ministre, du ministre de l'Intérieur et du chef de la police. Au même moment, en avril 2018, [plusieurs milliers de Maltais réclamaient « vérité et justice »](#) après des révélations dans l'assassinat de Daphne Caruana Galizia.

À la fin du mois de février prochain, deux ans après le choc, les Slovaques se rendront aux urnes pour des élections législatives qui entérineront le coup de balai...ou remettront en selle les dirigeants pointés du doigt par les manifestants. Après des manifestations ces derniers jours à La Valette, le Premier ministre maltais Joseph Muscat a annoncé dimanche sa démission, laquelle interviendra au mois de janvier.